



Combattre l'austérité

C'est dénoncer une Europe confisquée par les marchés

C'est exiger une autre Europe, sociale et solidaire

La crise systémique a plongé l'Europe dans une situation dramatique : plus de 23 millions de chômeurs, des millions de citoyens fragilisés et précarisés, des situations de pauvreté, et notamment d'extrême pauvreté, qui se multiplient, avec leurs conséquences en termes d'exclusion sociale...

Si la majorité des populations subissent ainsi de plein fouet les conséquences de la crise, celle-ci n'est toutefois plus qu'un lointain souvenir pour ceux-là même qui en ont été à l'origine. Ainsi, en 2009, les 8 200 traders des banques françaises se sont partagés 2 milliards d'euros de bonus, soit l'équivalent de 15 années de Smic chacun. Cette même année, les patrons français les mieux payés ont empoché chacun l'équivalent de 200 à 350 années de Smic, sans compter leurs multiples avantages en nature. Et en 2010, les entreprises du CAC 40 ont engrangé des bénéfices en hausse de 80 %, à 83 milliards d'euros, dont elles ont distribué la moitié à leurs actionnaires.

Face à cette situation, les **gouvernements européens**, aiguillonnés par ces mêmes acteurs financiers qu'ils ont sauvés hier et qui leur reprochent aujourd'hui leur endettement, **n'ont pour seule réponse que l'austérité**, la modération, voire la baisse, des salaires et des pensions, la diminution des dépenses et des emplois publics et la remise en cause des systèmes de protection sociale et des services publics.

Pire, plutôt que tenter de désarmer des marchés financiers dont la crise a montré toute la nocivité, ils ont décidé de soumettre l'Europe à leurs diktats. Car telle sera bien effet la conséquence, à défaut d'en être l'objectif explicite, des réformes engagées en matière de gouvernance économique de l'Union européenne. Qu'il s'agisse de ce que le jargon bruxellois appelle le « semestre européen » (la soumission des projets de budget nationaux à la Commission européenne avant qu'ils soient débattus par les Parlements nationaux), de la réforme du Pacte de stabilité (durcissement et renforcement de l'automatisme des sanctions à l'égard des États budgétairement indisciplinés), du Mécanisme européen de stabilité (système d'aide aux États en difficulté qui ressemble fort aux plans d'ajustement structurels du FMI) ou du Pacte pour l'euro plus (dont l'objet est de généraliser à tous les pays de la zone euro, voire au-delà, les contraintes imposées à la Grèce et à l'Irlande), ces réformes visent toutes à limiter les marges de manœuvre des gouvernements nationaux (après avoir perdu le pouvoir monétaire, les représentants du peuple vont perdre la maîtrise de l'outil budgétaire) et à leur imposer de prendre un certain nombre de mesures pour limiter les hausses de salaires, déréglementer le marché du travail, réformer les systèmes sociaux et de retraite... autant de revendications que portait depuis longtemps le patronat européen et pour lesquelles son lobbying intensif a fini par payer.

Au-delà de l'injustice qu'il y a à faire payer aux salariés une crise qui n'est pas la leur, au-delà du caractère économiquement contre-productif d'une austérité généralisée et permanente, ces évolutions constituent une grave menace pour le maintien de la cohésion sociale, pour l'existence même d'une Europe de plus en plus perçue comme un obstacle au progrès social et pour la pérennité du caractère démocratique de nos sociétés.

Il y a donc urgence à réagir.

De nombreuses mobilisations ont déjà eu lieu dans plusieurs pays (Allemagne, Belgique, Espagne, France, Grèce, Lettonie, Portugal, Roumanie...) au cours de la période récente pour exprimer la colère des travailleurs face aux mesures d'austérité qu'on leur impose et aux attaques dont ils sont l'objet. Dernière manifestation en date, le 26 mars, 500 000 personnes ont envahi les rues de Londres pour rejeter le plan de réductions budgétaires du gouvernement et exiger une autre politique. La CES (Confédération européenne des syndicats) et plusieurs syndicats d'autres pays (dont la CGT) étaient présents à cette manifestation.

Mais il faut aller plus loin. L'attaque étant désormais clairement concertée au niveau européen, c'est aussi à ce niveau qu'il faut agir. C'est pourquoi la CES et l'ensemble des syndicats qui y sont affiliés organisent une **euromanifestation le samedi 9 avril à Budapest**, où se tiendra le Conseil européen des Affaires économiques et financières (Ecofin) sous présidence hongroise. Les syndicats européens défileront pour dire « non » à l'austérité mais aussi pour exprimer leur volonté de construire une autre Europe, une Europe porteuse de progrès social, créatrice d'emplois de qualité pour toutes et tous, garante de la cohésion sociale et de la solidarité, et respectueuse de l'environnement. Car, comme l'ont écrit récemment dans un communiqué commun les organisations syndicales françaises et allemandes, ce dont a besoin aujourd'hui l'Europe, ce n'est pas d'un pacte pour l'euro ou d'une réforme de sa gouvernance mais bien d'un changement d'orientation politique.

Une autre Europe est nécessaire
Ensemble, les travailleurs européens peuvent l'imposer